

Le marché du travail au Québec

Perspectives à long terme 2011-2020

Septembre 2011

67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123



5678901234567
6789012345678
7890123456789
8901234567890
9012345678901
0123456789012
1234567890123
2345678901234
3456789012345
4567890123456
5678901234567
6789012345678
7890123456789
8901234567890
9012345678901
0123456789012
1234567890123
2345678901234
3456789012345
4567890123456
5678901234567
6789012345678
7890123456789
8901234567890
9012345678901
0123456789012
1234567890123

Ce document a été préparé par la
Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail (DAIMT)
d'Emploi-Québec.

Rédaction

André Grenier, économiste

Travaux d'économétrie

Lassad Damak et Youssef Hajoui

Graphiques et tableaux

André Grenier

Graphisme, mise en pages et soutien technique

Stéphane Leroux

Révision linguistique

Monique Biron

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2011

ISBN 978-2-550-60606-2 (imprimé)

ISBN 978-2-550-60607-9 (pdf)

© Gouvernement du Québec

901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890
5678901
6789012
7890123
8901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890
5678901
6789012
7890123
8901234
9012345
0123456
1234567
2345678
3456789
4567890

Préface

La présente étude, ***Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2011-2020***, est le résultat d'un sixième exercice de prévision à long terme. Dans un premier temps, l'étude décrit, sur un horizon de dix ans, les projections relatives à la population, à la population active, au chômage et à l'emploi au Québec. Dans un deuxième temps, elle aborde l'évolution prévue de l'emploi par industrie. Dans un troisième temps, on y expose, en considérant le même horizon temporel, les perspectives d'emploi selon les niveaux et les domaines de compétence professionnelle. L'étude explore aussi la dimension régionale des perspectives du marché du travail. Enfin, elle traite des besoins de main-d'œuvre liés au remplacement des personnes qui se retireront du marché du travail et jette un regard sur l'offre future de main-d'œuvre.

Le directeur de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, par intérim

Richard St-Pierre

Principaux constats

- » Les perspectives à long terme (2011-2020) du marché du travail au Québec donnent un aperçu de l'évolution de l'emploi au Québec au cours des prochaines années.
- » Ces perspectives se basent sur les prévisions de croissance à long terme de l'économie québécoise et sur l'évolution démographique prévue (voir le résumé de la méthodologie utilisée par Emploi-Québec en annexe)
- » On prévoit que 1,4 million d'emplois seront à pourvoir d'ici à 2020 au Québec :
 - près de 25 % de ces emplois, soit 316 000, seront créés grâce à la croissance économique (création nette d'emplois);
 - plus de 75 %, soit près de 1,1 million d'emplois, résulteront du remplacement des personnes qui prendront leur retraite au cours de cette période.
- » Il y aura ainsi d'importantes possibilités d'emploi au Québec au cours des prochaines années pour les personnes qui souhaitent intégrer le marché du travail. Et la main-d'œuvre qui entrera sur le marché du travail sera suffisante pour ces emplois. En effet, entre 2010 et 2020 :
 - les jeunes ayant actuellement entre 5 et 24 ans, et qui auront entre 15 et 34 ans en 2020, occuperont 54 % des emplois à pourvoir;
 - l'immigration au Québec d'ici 2020 fournira 17 % de la main-d'œuvre;
 - la hausse du taux d'activité des personnes, dans les groupes de 15 à 64 ans et de 65 ans et plus permettra de combler respectivement 13 % et 7 % des besoins.
 - la baisse du chômage ramènera au travail une main-d'œuvre qui sera à même d'occuper 8 % des emplois à pourvoir.
- » C'est donc dire qu'il n'y aura pas de pénurie généralisée de main-d'œuvre d'ici 2020 (il y aura d'ailleurs encore environ 230 000 chômeurs au Québec en 2020). Cependant, des professions, des secteurs et des régions pourraient souffrir davantage que d'autres d'un manque de main-d'œuvre.
- » En effet, en 2020, avec un taux de chômage qui devrait se situer à 5,2 %, taux qui est le plus bas observé depuis 1967 et qui s'approche de ce que les économistes appellent « taux de chômage de plein emploi », la main-d'œuvre se fera plus rare. Cette situation devrait favoriser les jeunes diplômées et diplômés, les chômeuses et chômeurs, les travailleuses et travailleurs plus âgés désirant demeurer actifs et les personnes immigrantes qui veulent intégrer le marché du travail.
- » Si les emplois hautement qualifiés (ceux qui demandent une formation universitaire ou une formation technique) connaîtront la plus forte croissance au cours des prochaines années, les départs massifs à la retraite, ainsi que les exigences de la mobilité professionnelle, créeront des besoins de main-d'œuvre pour la grande majorité des métiers et professions et pour tous les niveaux de compétence.
- » La diminution de la demande de certains produits ou services s'accompagnera d'une hausse pour d'autres, tels les services professionnels, les services de santé et l'assistance sociale. La croissance se concentrera d'ailleurs dans le secteur des services, où 97 % des 316 000 emplois seront créés.
- » Le tiers des emplois qui seront créés d'ici 2020, soit 108 000 des 316 000 emplois, exigeront une formation professionnelle (secondaire) ou technique (collégiale). Quant aux emplois exigeant une formation universitaire, ils constitueront près de 40 % des nouveaux emplois.

- » Les avancées technologiques découlant de l'innovation et le déplacement de l'activité économique de certaines industries vers d'autres rendront certaines compétences moins utiles, alors que de nouvelles compétences émergeront. La faculté d'adaptation devient donc primordiale, autant pour les travailleurs que pour les employeurs, puisque c'est dans la mesure où ils parviendront à s'adapter rapidement et efficacement à un environnement en constant changement qu'ils assureront leur avenir.
- » Ainsi, l'adéquation constante entre la formation, ou les compétences professionnelles, et les besoins des employeurs pose un défi majeur, mais il n'est pas le seul. Les employeurs doivent aussi relever le défi d'attirer, de retenir et d'employer de manière optimale leur main-d'œuvre; ils devront investir davantage dans leurs ressources humaines, en particulier dans la formation de leur personnel. Quant aux travailleuses et travailleurs, ils devront faire le nécessaire pour mettre à jour leurs compétences s'ils ne veulent pas être déclassés.
- » Bien que la responsabilité première revienne aux entreprises et aux travailleuses et travailleurs, les pouvoirs publics ont aussi un rôle à jouer pour favoriser le meilleur fonctionnement possible du marché du travail ainsi que l'adéquation entre les aspirations de la main-d'œuvre et les besoins des employeurs. À cet égard, le rôle d'Emploi-Québec à titre de service public d'emploi consiste à accompagner cette adaptation, par exemple en fournissant :
 - la meilleure information possible sur le marché du travail afin d'aider les acteurs concernés à prendre des décisions judicieuses (ex. : choix de carrière);
 - du soutien à la recherche d'emploi, par le service universel de placement en ligne ou par une aide adaptée et personnalisée en cette matière;
 - des services spécialisés aux personnes (ex. : soutien à l'acquisition de compétences par la formation) ou aux entreprises (ex. : soutien à la formation de la main-d'œuvre en emploi).

Cette étude ne prétend pas « prédire » ce que sera le marché du travail québécois dans dix ans. Les perspectives exposées ici reposent sur les tendances structurelles de l'économie québécoise ainsi que sur un grand nombre d'hypothèses, toutes vraisemblables, mais qui ne se confirmeront sans doute pas toutes au cours des années qui viennent. Par exemple, le dollar canadien, qui valait à peine plus de 0,60 \$ US en 2002, a vu sa valeur dépasser celle de la devise américaine au cours des derniers mois. Les conséquences d'une telle appréciation n'auraient pas pu être appréhendées à l'époque. En 2008 et 2009, la planète a connu la plus importante récession de l'après-guerre, et l'économie américaine tarde à reprendre son rythme de croisière. Il est difficile de mesurer quelles en seront les conséquences à moyen et long terme pour le marché du travail québécois. Dans un contexte où les scénarios des prévisionnistes changent tous les mois, les perspectives présentées ici comportent une marge d'incertitude. Cependant, au-delà des phénomènes conjoncturels, certains facteurs structurels, notamment l'évolution démographique, seront bien plus déterminants pour décrire ce que sera le marché du travail dans dix ans.

Table des matières

Les perspectives du marché du travail de 2011 à 2020	10
Les perspectives d'emploi par secteur d'activité	15
Le secteur de la production de biens	15
Le secteur des services	16
Les perspectives d'emploi selon les domaines et les niveaux de compétence	18
Les domaines de compétence	18
Les niveaux de compétence	20
La demande de remplacement	23
Le marché du travail dans les régions	25
L'offre de main-d'oeuvre	27
Tableaux	30
Annexe	38
Références	41

Liste des graphiques et des tableaux

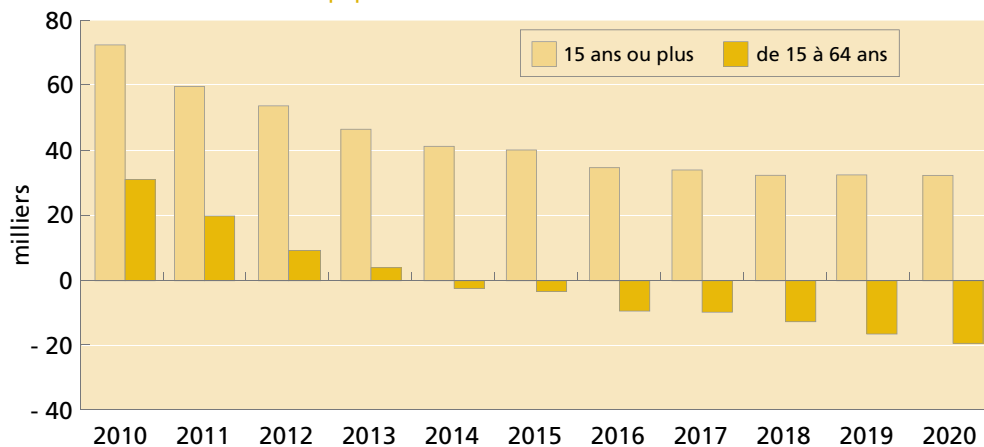
GRAPHIQUE 1.1	
Variation annuelle de la population de 2010 à 2020	10
GRAPHIQUE 1.2	
Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2010 à 2020	11
GRAPHIQUE 1.3	
Taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans selon le pays en 2010	12
GRAPHIQUE 1.4	
Taux d'activité de 2010 à 2020	12
GRAPHIQUE 1.5	
Taux d'emploi de 2010 à 2020	13
GRAPHIQUE 1.6	
Chômage de 2010 à 2020	13
GRAPHIQUE 1.7	
Taux de chômage de 1976 à 2020	14
GRAPHIQUE 2.1	
Variation annuelle moyenne de l'emploi par secteur d'activité de 2010 à 2020	15
GRAPHIQUE 2.2	
Variation du nombre d'emplois par secteur d'activité de 2010 à 2020	17
GRAPHIQUE 3.1	
Répartition de l'emploi selon les domaines de compétence en 2010	18
GRAPHIQUE 3.2	
Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les domaines de compétence de 2010 à 2020	19
GRAPHIQUE 3.3	
Variation du nombre d'emplois selon les domaines de compétence de 2010 à 2020	20
GRAPHIQUE 3.4	
Répartition de l'emploi selon les niveaux de compétence en 2010	20
GRAPHIQUE 3.5	
Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les niveaux de compétence de 2010 à 2020	21
GRAPHIQUE 3.6	
Variation du nombre d'emplois selon les niveaux de compétence de 2010 à 2020	22
GRAPHIQUE 4	
Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime des rentes du Québec	23
GRAPHIQUE 5.1	
Croissance annuelle moyenne de la population active et de l'emploi au Québec et dans les régions de 2010 à 2020	25

GRAPHIQUE 5.2	
Taux de chômage québécois et régional en 2010 et 2020	26
GRAPHIQUE 6.1	
Population de 15 à 19 ans pour 100 personnes de 60 à 64 ans de 2001 à 2020	27
GRAPHIQUE 6.2	
Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2011 à 2020	29
TABLEAU 1	
Le marché du travail au Québec de 2008 à 2020	30
TABLEAU 2	
Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2008 à 2020	32
TABLEAU 3	
L'emploi par secteur d'activité de 2008 à 2020	34
TABLEAU 4.1	
L'emploi selon les domaines de compétence	36
TABLEAU 4.2	
L'emploi selon les niveaux de compétence	36
TABLEAU 5	
Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec	37

Les perspectives du marché du travail de 2011 à 2020

L'évolution démographique, notamment celle de la population en âge de travailler, aura au cours des prochaines années une importance prépondérante quant à la capacité du marché du travail québécois de créer des emplois. Le Québec a connu, de l'immédiat après-guerre jusqu'au milieu des années 1960, un sursaut démographique de grande ampleur, suivi d'une forte chute de la natalité. Les premiers bébé-boumeurs et les premières bébé-boumeuses célèbrent en 2011 leur 65^e anniversaire de naissance. Ils seront de plus en plus nombreux à se retirer du marché du travail. La croissance de la population de 15 ans ou plus ralentit. La progression aura diminué de moitié entre 2010 et 2020. Quant à la population de 15 à 64 ans, qui fournit encore aujourd'hui l'essentiel de la main-d'œuvre, elle aura bientôt fini de croître et elle amorcera son déclin en 2014.

Graphique 1.1
Variation annuelle de la population de 2010 à 2020

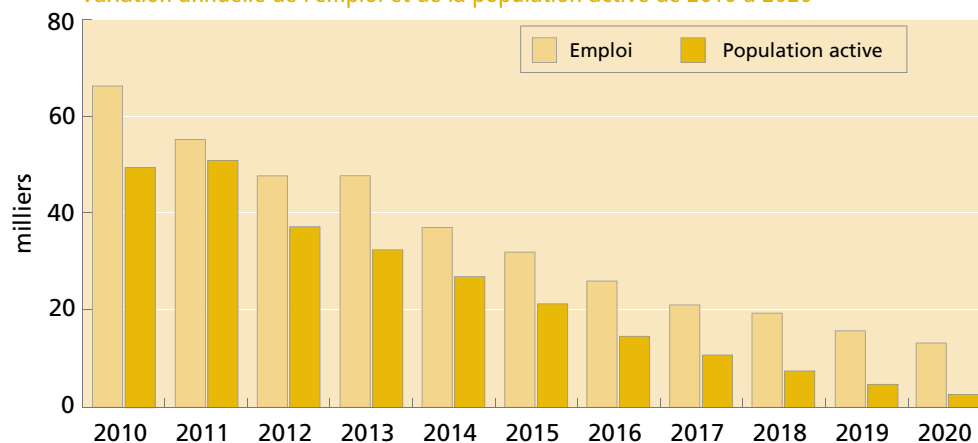


Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques, scénario de référence*, 2009. Compilation, Emploi-Québec.

Au cours des dix dernières années, le nombre d'emplois s'est accru de 514 000, malgré la perte de 32 000 emplois due à la récession en 2009. La croissance prévue de l'emploi pendant les dix prochaines années est plus modeste, elle devrait se limiter à la création de 316 000 postes. Le nombre d'emplois devrait s'élever à 4 231 000 en 2020. Les premières années, la création d'emplois sera dopée par la récupération des emplois perdus pendant la récession. Par la suite, la rareté de la main-d'œuvre se fera davantage sentir et freinera la croissance de l'emploi. Au cours des cinq premières années, soit d'ici à 2015, un gain de 221 000 emplois est prévu. Seulement 95 000 emplois devraient s'ajouter entre 2015 et 2020. Jusqu'en 2015, le taux de croissance moyen de l'emploi sera de 1,1 % par année. Il ne sera que de 0,5 % par la suite.

Les personnes âgées viendront à la rescousse : en 2020, près de 100 000 emplois de plus qu'en 2010 seront occupés par des personnes de 65 ans ou plus. L'emploi de ces dernières a plus que triplé depuis 2000, passant de 28 000 à 93 000 postes, et la tendance devrait prendre de l'ampleur en raison de l'arrivée des bébé-boumeurs et des bébé-boumeuses dans ce groupe. Quelque 30 % de la croissance de l'emploi sera attribuable au maintien ou au retour en emploi des personnes de 65 ans ou plus. Malgré leur contribution, le marché du travail québécois approchera, en 2020, de la limite de sa capacité à accroître l'emploi, et ce, par manque de main-d'œuvre disponible. Il sera alors plus difficile de pourvoir les postes offerts.

Graphique 1.2
Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2010 à 2020



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

La population active¹ croîtra, elle aussi, de plus en plus lentement avec le temps. Le scénario d'Emploi-Québec prévoit que 208 000 personnes s'y ajouteront d'ici 2020 (contre 537 000 au cours des dix dernières années), ce qui la portera à 4 462 000. L'arrivée de 169 000 personnes est attendue sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années, mais seulement 39 000 les suivront au cours des cinq années suivantes. Le déclin de la population de 15 à 64 ans prévu à partir de 2014 se traduira par une diminution de 76 000 personnes dans ce groupe d'âge jusqu'en 2020. Malgré l'augmentation attendue du taux d'activité de ce groupe, la population active de moins de 65 ans devrait amorcer son déclin en 2018, la présence accrue des aînés et des aînées sur le marché du travail suffisant tout juste à compenser la diminution de la population active de moins de 65 ans.

Le taux d'activité² de la population québécoise de 15 à 64 ans, qui était de 77,3 % en 2010, se trouvait déjà parmi les plus élevés des pays industrialisés. Parmi les pays du G7³, seul le Canada enregistrait alors un taux d'activité plus élevé que celui du Québec chez la population de ce groupe d'âge⁴. Le taux moyen des pays de l'OCDE ne s'élevait qu'à 70,7 %. Le taux d'activité québécois, qui a retrouvé l'an dernier son niveau de 2008 après s'être replié légèrement en 2009, devrait poursuivre sa progression pour culminer à 80 % en 2020. La possibilité d'augmentation de la participation de la population de 15 à 64 ans au marché du travail aura alors sans doute atteint sa limite.

¹ La population active est la population civile de 15 ans ou plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage. Source : STATISTIQUE CANADA, *Guide de l'Enquête sur la population active 2009*, p. 17.

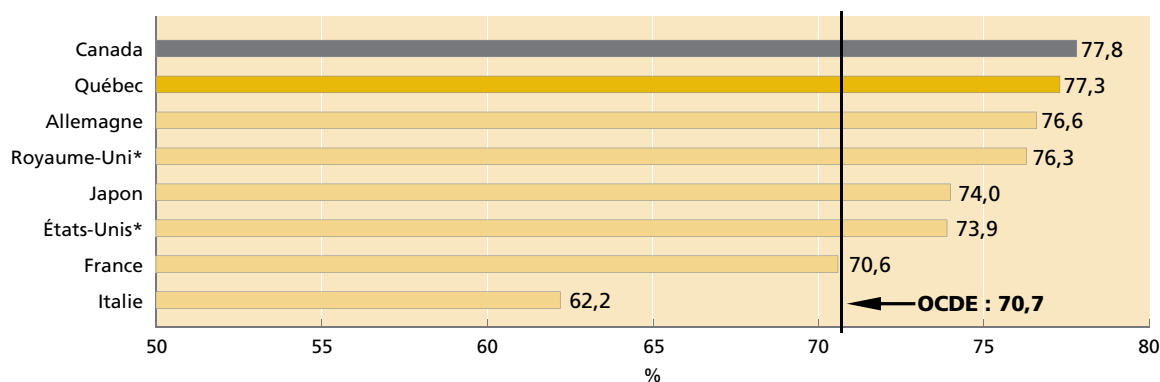
² Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *ibid.*, p. 19.

³ Le G7 est composé des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

⁴ ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *OECD StatExtracts*, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=LFS_D; STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*.

Les perspectives du marché du travail de 2011 à 2020

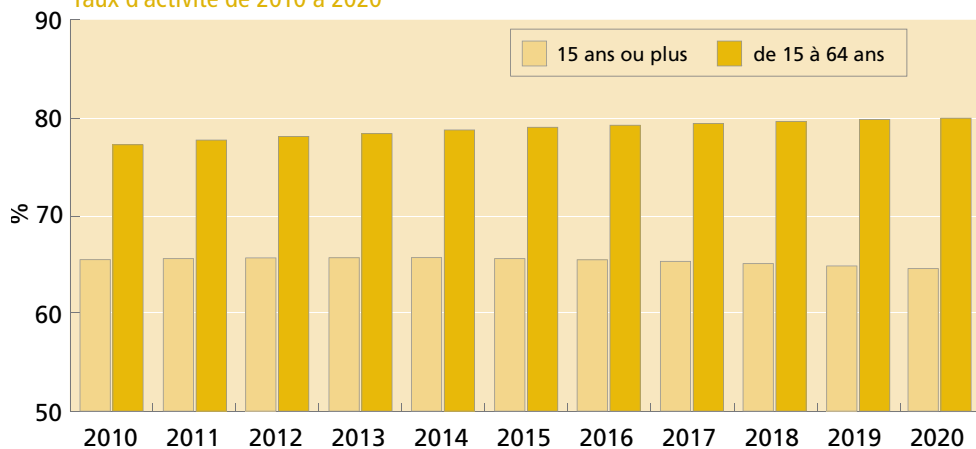
Graphique 1.3
Taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans selon le pays en 2010



Sources : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *OECD StatExtracts*; STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*.
* Pour le Royaume-Uni et les États-Unis, personnes de 16 à 64 ans.

Quant au taux d'activité de la population de 15 ans ou plus, qui était de 65,4 % en 2010, il connaîtra une légère croissance au cours des premières années pour atteindre 65,6 % de 2012 à 2014. Par la suite, le poids grandissant de la population de plus de 65 ans, peu présente sur le marché du travail, enclenchera le début d'un lent repli, qui ramènera ce taux à 64,5 % en 2020.

Graphique 1.4
Taux d'activité de 2010 à 2020



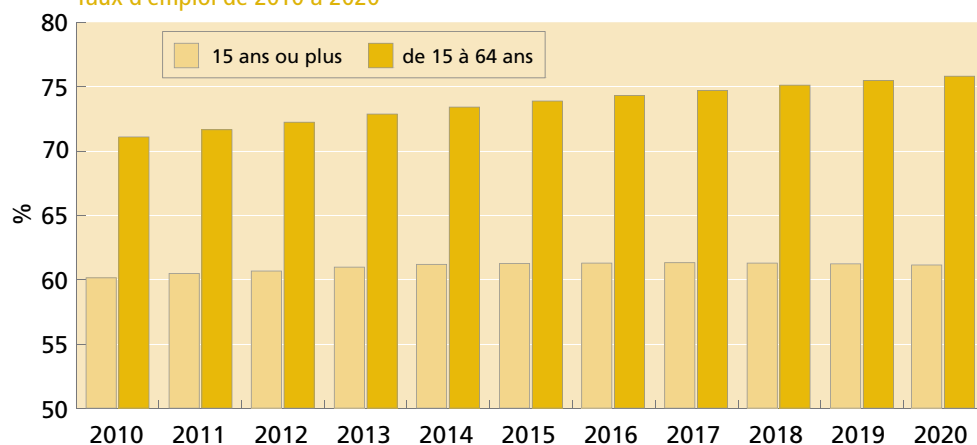
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

Le taux d'emploi⁵, qui avait glissé d'un sommet de 61 % en 2008 à 59,8 % en 2009 en raison de la récession, est reparti à la hausse en 2010, et cette hausse se poursuivra jusqu'au milieu de la décennie. Il faudra toutefois attendre 2013 pour que soit rattrapé tout le terrain perdu en 2009. Ce taux plafonnera à 61,3 % de 2017 à 2019 avant

⁵ Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *ibid.*, p. 20.

d'amorcer son déclin en 2020. Le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans, qui s'était lui aussi replié en 2009, a lui aussi renoué en 2010 avec sa progression des années récentes, laquelle se poursuivra jusqu'à la fin de la période. De 71,1 % en 2010, ce taux montera jusqu'à 75,8 % en 2020.

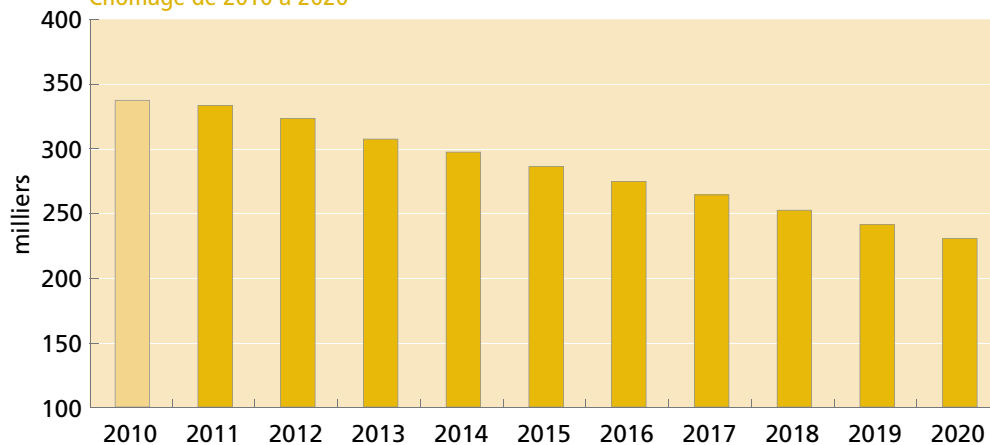
Graphique 1.5
Taux d'emploi de 2010 à 2020



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

La croissance plus importante de l'emploi que de la population active entraînera le chômage⁶ à la baisse. Le nombre de chômeuses et de chômeurs – après avoir bondi de 53 000 en 2009, effaçant toutes les baisses des neuf années précédentes – a recommencé à reculer en 2010. Il devrait fondre de 108 000 en dix ans, ce qui le portera à 231 000 en 2020.

Graphique 1.6
Chômage de 2010 à 2020



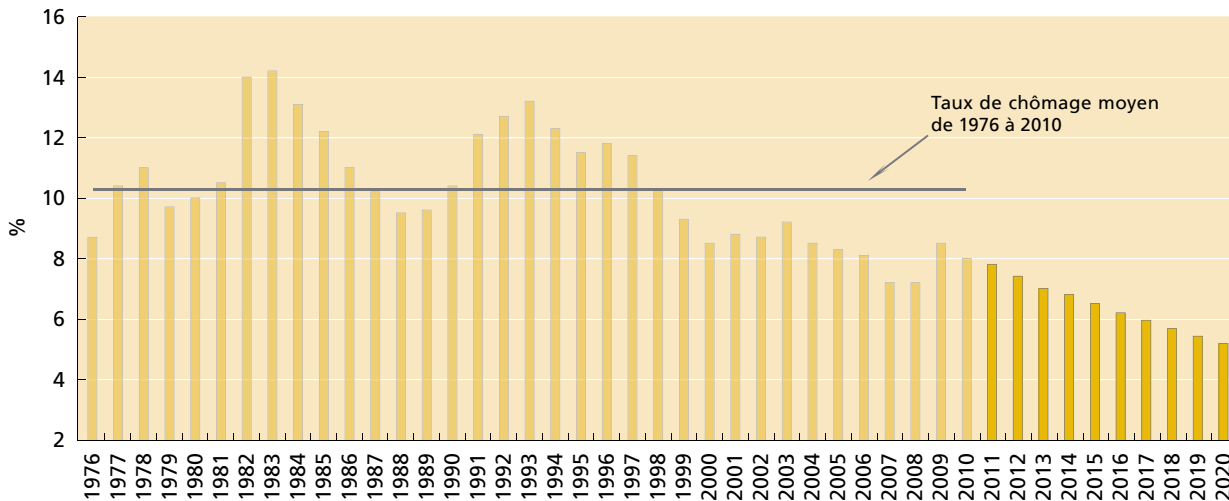
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

⁶ Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : STATISTIQUE CANADA, *ibid.*, p. 7-8, 19.

Les perspectives du marché du travail de 2011 à 2020

Le taux de chômage, qui avait reculé à 7,2 % en 2007, affichant son niveau le plus bas depuis 1974, et qui s'y était maintenu l'année suivante, a subi une hausse importante en 2009, qui l'a porté à 8,5 %. En 2010, il a renoué avec la tendance baissière observée depuis la fin des années 1990 pour descendre à 8 %. Il devrait glisser sous le seuil des 7 % en 2014 et reculer jusqu'à 5,2 % en 2020. Ce sera le taux de chômage le plus bas observé depuis 1967. Il deviendra alors de plus en plus difficile de réduire le chômage, lequel sera surtout de courte durée et attribuable au temps nécessaire pour appairer les compétences des personnes disponibles aux besoins de main-d'œuvre.

Graphique 1.7
Taux de chômage de 1976 à 2020



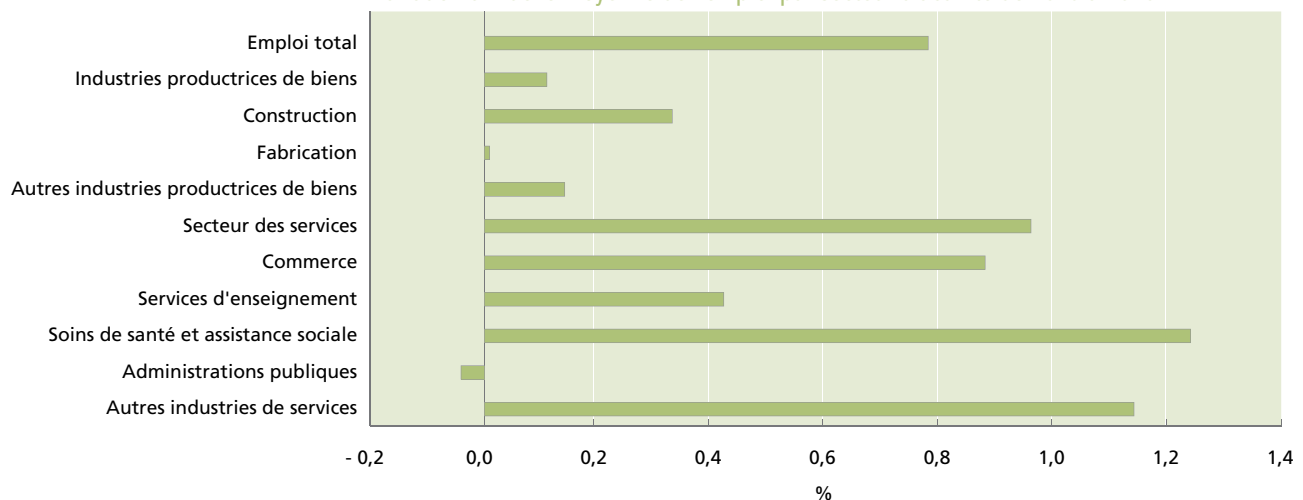
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

Les perspectives d'emploi par secteur d'activité

La croissance de l'emploi se concentrera dans le secteur des services, où il progressera en moyenne de 1 % par année d'ici 2020, alors que sa progression moyenne ne sera que de 0,1 % dans le secteur de la production de biens. De ce côté, la récupération d'une partie des emplois perdus pendant la récession fera que le nombre d'emplois augmentera de 18 000 entre 2010 et 2015, pour reculer de près de 9 000 par la suite. Pendant ce temps, dans le secteur des services, aux 203 000 emplois qui se créeront au cours des cinq prochaines années s'ajouteront 103 000 emplois dans les cinq années suivantes.

On ne doit pas s'étonner des perspectives limitées du côté de la production de biens. Depuis 1976, tandis que l'emploi total augmentait de plus de 50 % et celui du secteur des services, de plus de 85 %, la production de biens a perdu 46 000 emplois malgré les gains observés dans les secteurs de la construction et des services publics.

Graphique 2.1
Variation annuelle moyenne de l'emploi par secteur d'activité de 2010 à 2020



Source : estimations d'Emploi-Québec.

Le secteur de la production de biens

La fabrication, qui a perdu 149 000 emplois depuis 2002, renouera timidement avec la croissance en 2011, croissance attribuable notamment à la récupération d'emplois perdus pendant la dernière récession, et qui se maintiendra jusqu'au milieu de la décennie avant de faire place à une lente érosion. Au total, en 2020, le nombre d'emplois sera revenu à son niveau de 2010. La fabrication de biens durables sera la grande gagnante, enregistrant un gain de 11 000 emplois. L'emploi sera en hausse notamment dans la fabrication de matériel de transport, la fabrication de produits métalliques et celle de machines, tandis que les industries du meuble et de la première transformation des métaux continueront de voir leur emploi reculer. Du côté de la fabrication de biens non durables, le nombre d'emplois reculera de 10 000 malgré les bons résultats attendus dans l'industrie des aliments et des boissons. Les pertes viendront des industries des vêtements et des produits en cuir, des usines de textiles et de produits textiles, de la fabrication du papier ainsi que de l'impression.

L'industrie de la construction continuera de bénéficier pendant plusieurs années de la hausse prévue des dépenses dans les infrastructures publiques (construction et réfection d'établissements scolaires et de santé, construction et réfection du réseau

Les perspectives d'emploi par secteur d'activité

roucier, du réseau d'aqueduc et d'égouts) et des investissements dans la production et le transport d'énergie et dans les mines, qui feront plus que compenser le ralentissement de la construction d'habitations, poussant l'emploi à des niveaux historiques. L'emploi devrait toutefois plafonner en 2016 et entreprendre un repli par la suite, ce qui laissera tout de même un gain net de 8 000 postes d'ici 2020.

Pendant ce temps, le nombre d'emplois augmentera de 2 000 dans les autres industries productrices de biens⁷. On peut s'attendre à une progression de l'emploi dans les services publics en raison, notamment, des projets annoncés dans le domaine de la production hydroélectrique et éolienne. D'un autre côté, le retour à des niveaux élevés de la valeur des métaux au lendemain de la récession contribuera à soutenir la production et l'emploi dans les mines alors que la reprise économique stabilisera et permettra même d'accroître légèrement la main-d'œuvre en forêt. Cependant, les problèmes de relève devraient se traduire par une diminution de la main-d'œuvre agricole.

Le secteur des services

Dans le secteur des services, on prévoit un gain de 66 000 emplois dans les soins de santé et l'assistance sociale, de 59 000 dans le commerce et de 171 000 dans les autres industries de services⁸. Le nombre d'emplois devrait progresser de 11 000 dans les services d'enseignement, tandis qu'il ferait du surplace dans les administrations publiques.

La croissance de l'emploi dans le secteur du commerce, qui s'est maintenue au-dessus de la moyenne depuis la fin des années 1990, ralentira pour avoisiner la moyenne. Les ménages ont bénéficié au cours de cette période d'importantes baisses d'impôts. À cause de la détérioration des finances publiques provoquée par la récession, l'allègement du fardeau fiscal ne sera plus au rendez-vous pendant plusieurs années, ce qui limitera le rythme de croissance de leur consommation. À moyen terme, les personnes retraitées, dont le nombre sera de plus en plus grand, décaiseront les sommes mises de côté pour leur retraite, contribuant ainsi à soutenir la consommation. Aux 40 000 emplois créés d'ici 2015 s'en ajouteront 18 000 au cours des années suivantes, ce qui portera l'emploi du secteur à 696 000 en 2020.

Dans les services d'enseignement, la clientèle du primaire sera gonflée par la hausse notable des naissances observée depuis le milieu de la dernière décennie, tandis que la chute des naissances entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000 réduira les effectifs des ordres secondaire et collégial. Pendant ce temps, la population de 20 à 24 ans, en âge de fréquenter l'université, sera en croissance jusqu'au milieu de la décennie avant de connaître à son tour un déclin. La réduction prévue du nombre d'élèves par classe au primaire, l'augmentation du budget alloué à l'aide aux élèves en difficulté, la tendance à l'allongement de la fréquentation scolaire sont autant de facteurs qui contribueront à contrer l'effet de la baisse de la clientèle potentielle. En outre, en raison des exigences du marché du travail, la formation continue maintiendra une progression constante.

Dans la santé, le défi démographique sera d'une tout autre nature. Tandis que la population de moins de 65 ans amorcera son déclin dans quelques années, celle des 65 ans ou plus augmentera de 40 % d'ici 2020. Le nombre de personnes de 85 ans ou plus s'accroîtra de près de 100 000 au cours de cette période. Or, ces personnes sont

⁷ Les autres industries productrices de biens sont l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'extraction minière ainsi que les services publics.

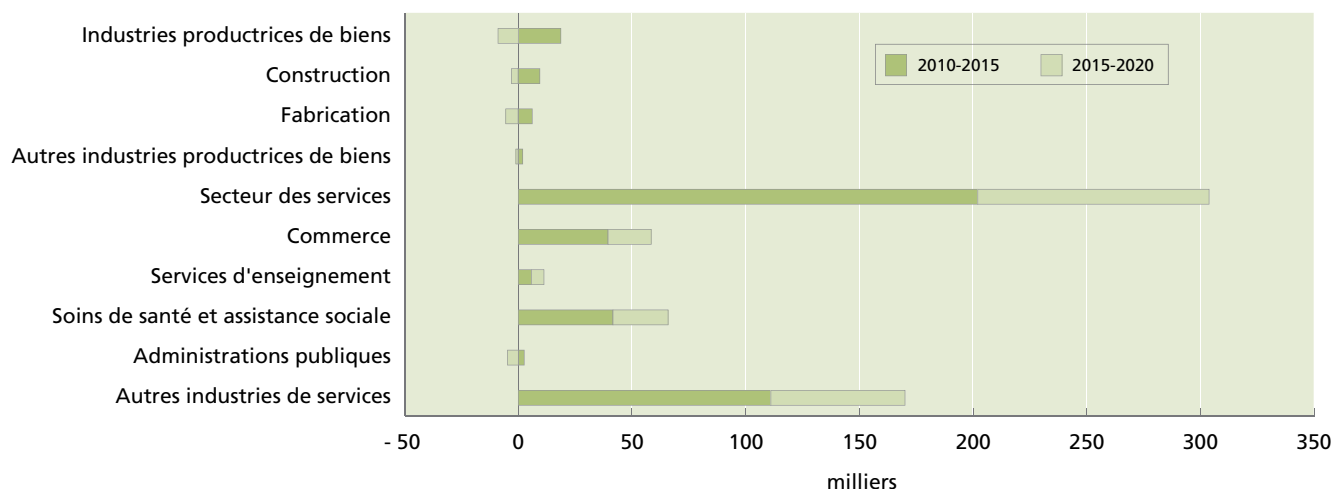
⁸ Les autres industries de services sont le transport et l'entreposage, la finance, les assurances, l'immobilier et les services de location, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration ainsi que les autres services.

de bien plus grandes consommatrices de soins de santé que les autres groupes de la population. La hausse de la natalité occasionnera, de son côté, une demande plus forte de services à la petite enfance. L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale devrait augmenter de 1,2 % par année, ce qui est deux fois et demie inférieur à la croissance de 3 % par année observée au cours des dix dernières années. La création d'emplois sera plus importante pendant les cinq premières années, le secteur accueillant 42 000 personnes de plus. De 2015 à 2020, la croissance de l'emploi dans le secteur ne sera que de 24 000 postes, ralentie par l'accélération des départs à la retraite et par la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre disponible. Le secteur de la santé et de l'assistance sociale procurera 21 % de la croissance de l'emploi total d'ici 2020.

L'emploi variera peu dans les administrations publiques. Un repli devrait s'opérer du côté de l'administration québécoise, commandé par la politique gouvernementale qui consiste à ne remplacer qu'une retraitée ou un retraité sur deux. Étant donné que cet effectif compte une personne sur sept âgée de plus de 55 ans, les départs à la retraite seront nombreux dans les années qui viennent. Du côté de l'administration fédérale, la récession aura eu raison de la période des surplus budgétaires, qui a laissé place à une période d'importants déficits, ce qui incitera les autorités à freiner l'embauche.

La croissance de l'emploi dans les autres industries de services sera plus importante au cours des cinq premières années (111 000) qu'au cours des cinq années suivantes (60 000). Les gains les plus importants, en volume, seraient enregistrés dans les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que dans la finance, les assurances, l'immobilier et la location.

Graphique 2.2
Variation du nombre d'emplois par secteur d'activité de 2010 à 2020



Source : estimations d'Emploi-Québec.

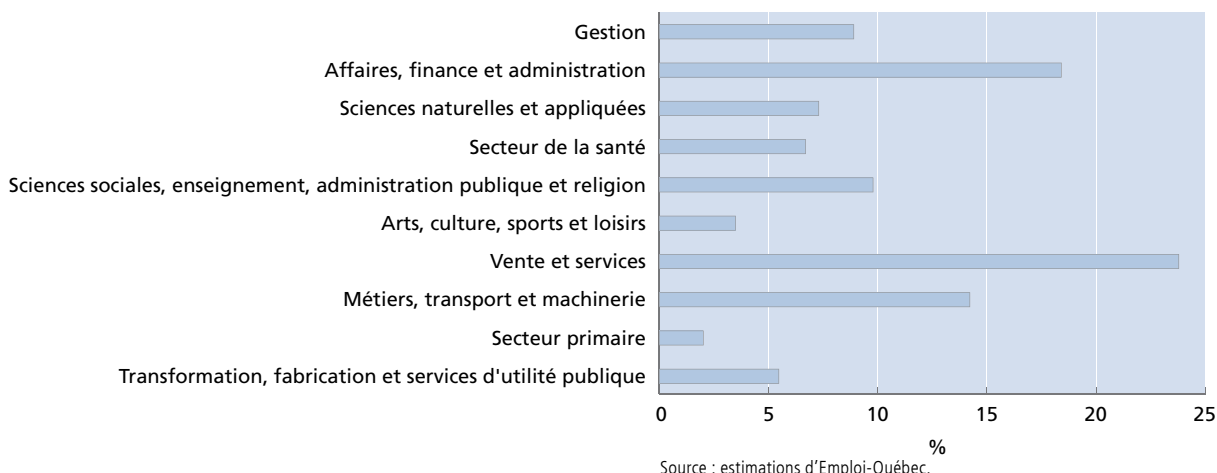
Les perspectives d'emploi selon les domaines et les niveaux de compétence

La Classification nationale des professions répartit les professions en dix domaines de compétence : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées, et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique. Elle les répartit également selon cinq niveaux de compétence : gestion (la gestion est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétence); professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire⁹.

Les domaines de compétence

Le domaine de la vente et des services employait à lui seul près du quart de la main-d'œuvre en 2010. Il comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les policiers et policières ainsi que les pompiers et pompières. Ce domaine était suivi de celui des affaires, de la finance et de l'administration, qui comptait un peu moins de 20 % des emplois, et de celui des métiers, du transport et de la machinerie, qui en comptait 14 %. Les métiers du secteur primaire et ceux des arts, de la culture, des sports et des loisirs fermaient la marche, en fournissant ensemble à peine plus de 5 % de l'emploi total.

Graphique 3.1
Répartition de l'emploi selon les domaines de compétence en 2010



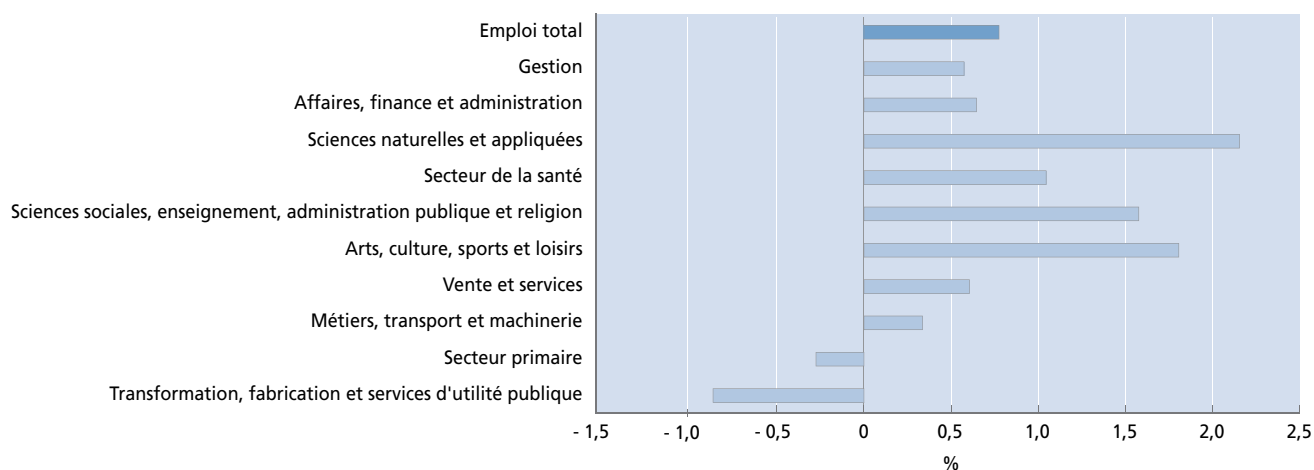
Quatre domaines de compétence se démarqueront par un rythme de croissance de leur effectif plus élevé que celui de l'emploi total (0,8 % par année) d'ici 2020. En tête se trouvent le domaine des sciences naturelles et appliquées (2,2 %) – porté par la vigueur de l'emploi dans les technologies de l'information, d'une part, et par les importants projets d'investissement dans le génie civil et la voirie, d'autre part – et le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs (1,8 %). Suivent, au troisième rang, les professions des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (1,6 %), qui comprennent notamment les éducateurs et éducatrices de la petite enfance, et au quatrième rang, les professions du secteur de la santé (1,1 %).

⁹ RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA, *Classification nationale des professions 2006 – Description des professions*, Ottawa, 2006.

Trois autres domaines connaîtront une croissance de l'emploi près de la moyenne, soit le domaine des affaires, de la finance et de l'administration (0,7 %), celui de la gestion (0,6 %) et celui de la vente et des services (0,6 %).

Un domaine connaîtra une croissance nettement inférieure à la moyenne, celui des métiers, du transport et de la machinerie (0,3 %). Quant aux métiers du secteur primaire (- 0,3 %) et à ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (- 0,9 %), ils subiront les conséquences de la faiblesse attendue de l'emploi dans la production de biens.

Graphique 3.2
Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les domaines de compétence de 2010 à 2020



Source : estimations d'Emploi-Québec.

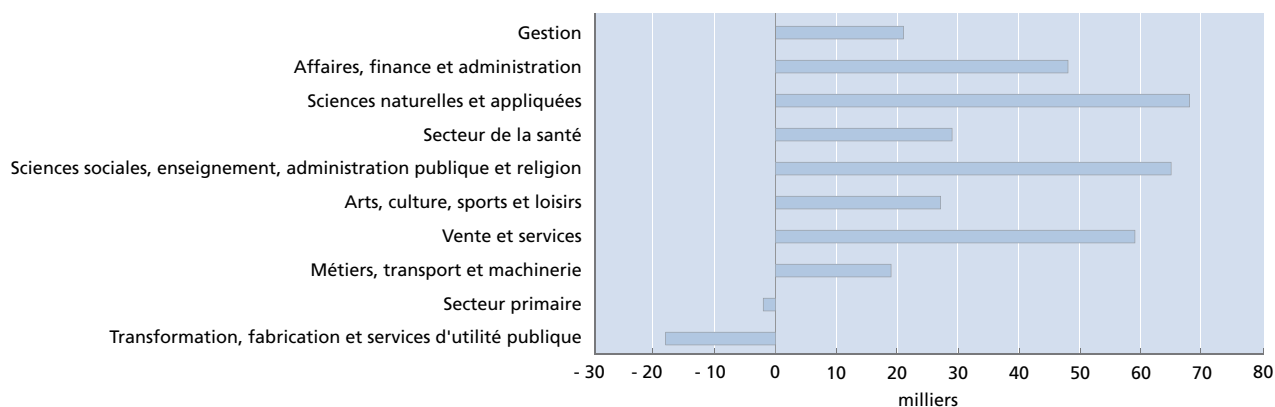
En matière de nombre d'emplois créés, quatre domaines professionnels forment le peloton de tête. Les professions des sciences naturelles et appliquées, qui ne représentaient que 8 % de l'emploi total en 2010, passeront au premier rang en fournissant 22 % des nouveaux emplois d'ici 2020 (68 000). Elles seront suivies de près par celles des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique (65 000), celles du domaine de la vente et des services (59 000) et celles des affaires, de la finance et de l'administration (48 000).

Quant aux professions du secteur de la santé, leurs effectifs se gonfleront de 29 000 postes. Bien que l'on prévoie un rythme élevé de la croissance de l'emploi dans les arts, la culture, les sports et les loisirs, ce domaine ne fournira que 27 000 emplois. Le domaine de la gestion se dotera de 21 000 nouveaux postes. Suivront les professions des métiers, du transport et de la machinerie (19 000). Enfin, deux domaines fermeront la marche, subissant un recul de l'emploi : les métiers du secteur primaire seront en baisse de 2 000 personnes et ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique connaîtront une diminution d'effectif de 18 000 personnes.

Les perspectives d'emploi selon les domaines et les niveaux de compétence

Graphique 3.3

Variation du nombre d'emplois selon les domaines de compétence de 2010 à 2020

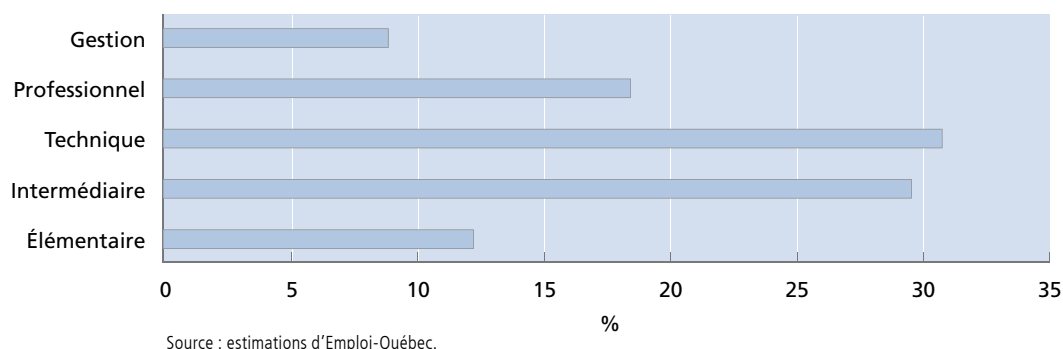


Les niveaux de compétence

C'est dans les métiers des niveaux technique et intermédiaire que se concentrait la majorité des emplois en 2010. Les emplois de niveau technique, dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle secondaire, étaient exercés par 31 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, occupaient 30 % de la main-d'œuvre. Les emplois de niveau professionnel, exigeant normalement une formation universitaire, étaient exercés par 19 % de la main-d'œuvre, et ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, en occupaient 12 %. Enfin, 9 % de la main-d'œuvre exerçait des emplois de gestion.

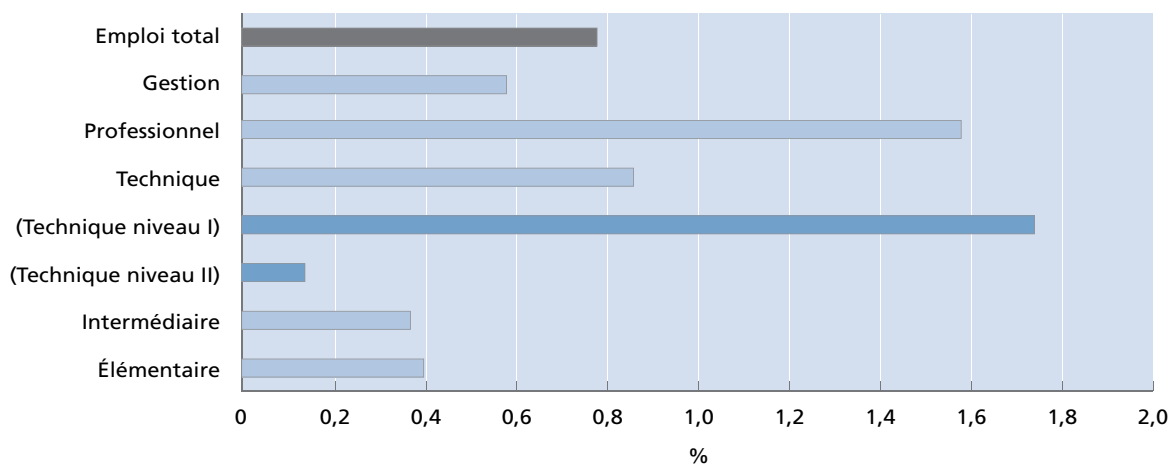
Graphique 3.4

Répartition de l'emploi selon les niveaux de compétence en 2010



Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,6 % par année. Le nombre d'emplois de niveau technique augmentera de 0,9 %, suivi de celui des emplois de gestion, à 0,6 %. Les emplois de niveau intermédiaire et ceux de niveau élémentaire, dont la croissance moyenne prévue est de 0,4 %, fermeront la marche.

Graphique 3.5
Variation annuelle moyenne de l'emploi selon les niveaux de compétence de 2010 à 2020



Source : estimations d'Emploi-Québec.

Du côté des emplois de niveau technique, les métiers pour lesquels une formation collégiale est normalement exigée (niveau I) étaient exercés, en 2010, par 43 % des personnes occupant un emploi de niveau technique, cette proportion étant de 57 % dans les métiers demandant normalement une formation professionnelle secondaire (niveau II). Or, plus de 90 % de la croissance prévue de l'emploi de niveau technique devrait toucher les métiers du niveau technique I, soit 98 000 nouveaux emplois, contre un gain de 9 000 pour les métiers de niveau technique II.

En distinguant ces deux groupes, on constate que les emplois de niveau I, dont le taux de croissance moyen prévu est de 1,7 % par année, connaîtront un rythme de progression voisin de celui des emplois de niveau professionnel. Quant aux emplois de niveau II, ils progresseront en moyenne de 0,1 % par année, ce qui les place au dernier rang, derrière les emplois de niveau intermédiaire ou élémentaire.

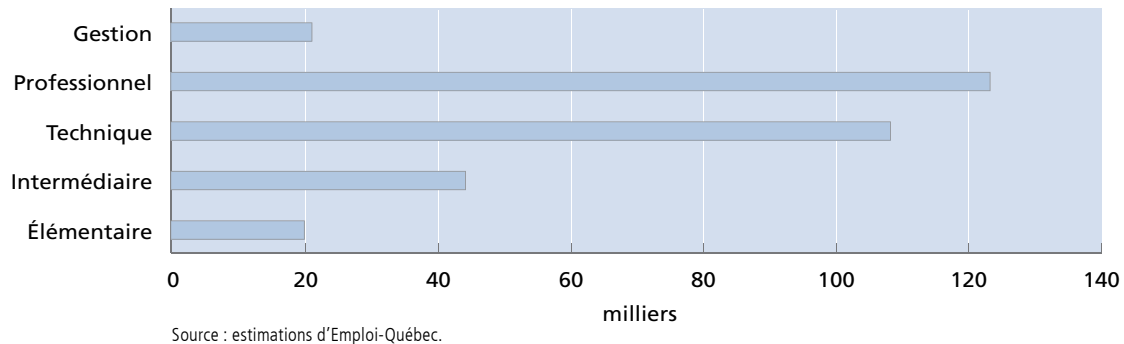
Le niveau II, malgré une estimation positive pour les métiers de la vente et des services et pour les métiers de la construction, sera touché par le déclin du métier de secrétaire et par la faiblesse prévue de l'emploi du côté du secteur primaire et de la fabrication. Les métiers de niveau I, quant à eux, devraient profiter d'une bonne croissance, notamment dans le secteur de la finance et dans celui des technologies de l'information et des communications.

Bien que le niveau de compétence professionnel ne représente que 19 % de l'emploi total, le fait qu'il soit appelé à connaître un rythme de croissance nettement supérieur aux autres niveaux lui assurera près de 40 % des nouveaux emplois. L'apport attendu de 123 000 nouveaux emplois le hissera au premier rang à ce chapitre, devant le niveau technique (108 000 postes) et loin devant le niveau intermédiaire (44 000 postes).

Les métiers de niveau élémentaire, exercés par 480 000 personnes en 2010, fourniront 20 000 emplois de plus d'ici 2020. Ces nouveaux emplois se trouveront surtout dans le commerce de détail (caissières et caissiers, préposées et préposés à l'emballage) et dans la restauration (serveuses et serveurs au comptoir, aides de cuisine, plongeurs et plongeurs). Enfin, comme il a été mentionné précédemment, 21 000 postes seront réservés à la gestion.

Les perspectives d'emploi selon les domaines et les niveaux de compétence

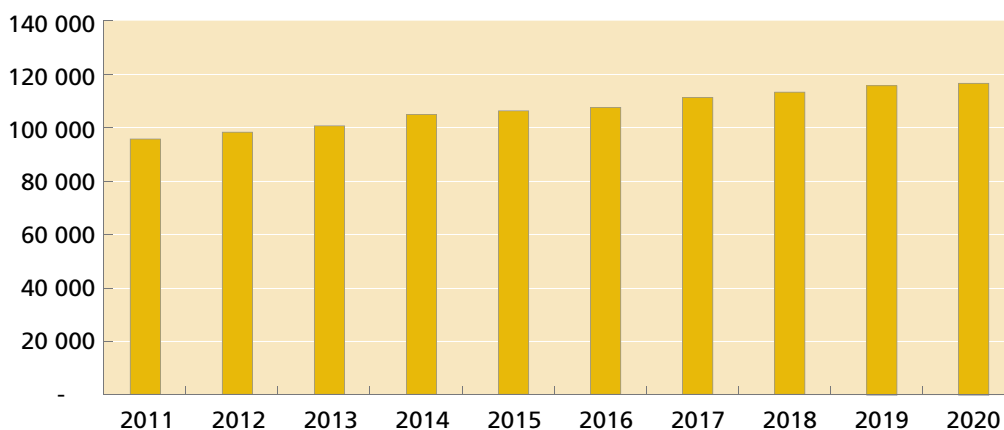
Graphique 3.6
Variation du nombre d'emplois selon les niveaux de compétence de 2010 à 2020



La demande de remplacement

La création prévue de 316 000 emplois entre 2010 et 2020 est loin d'être la seule source des besoins de main-d'œuvre que le Québec connaîtra au cours de cette décennie. Le nombre de personnes nouvellement retraitées, estimé en fonction du nombre de nouvelles et de nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, qui se situait à moins de 65 000 en 2000, devait atteindre 94 000 en 2010¹⁰. Le vieillissement de la main-d'œuvre et l'arrivée imminente à l'âge de la retraite des premiers bébé-boumeurs et bébé-boumeuses accéléreront le rythme des retraits du marché du travail. Selon les projections de la Régie des rentes du Québec, leur nombre devrait s'élever à 117 000 en 2020. Pour l'ensemble de la période, c'est un peu plus de un million de personnes qui devraient quitter le marché du travail. C'est dire qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart (27 %) de la main-d'œuvre actuellement en emploi.

Graphique 4
Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime des rentes du Québec



Source : RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009*. Les projections ont été rajustées par Emploi-Québec pour exclure les nouvelles et les nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

Pour prendre la relève des personnes retraitées et faire face à la croissance prévue de l'emploi, près de 1,4 million de personnes devront entrer sur le marché du travail, dont plus des trois quarts pour remplacer celles qui le quitteront. Certains domaines et niveaux de compétence sont plus touchés que d'autres par les départs à la retraite. Ainsi, près de deux postes de gestion sur cinq verront leur titulaire quitter le marché du travail. Par ailleurs, si la croissance prévue de l'emploi technique de niveau II (correspondant généralement au diplôme d'études professionnelles) est tenue, trois personnes sur dix occupant un tel emploi auront pris leur retraite dans dix ans et devront être remplacées. Selon les domaines de compétence, outre les emplois de gestion, le tiers des personnes occupant un emploi dans le domaine de la finance, des assurances et de l'administration et dans celui de la transformation, de la fabrication et des services publics auront quitté le marché du travail¹¹.

Des besoins de remplacement se manifestent également lorsque des personnes abandonnent un métier pour en exercer un autre. Cette mobilité professionnelle ne crée pas de besoins nets supplémentaires de main-d'œuvre, puisque des personnes

¹⁰ À l'exclusion des nouvelles et des nouveaux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Québec.

¹¹ La répartition des futurs retraités et retraitées selon les domaines et les niveaux de compétence a été obtenue en appliquant aux projections de nouveaux bénéficiaires du Régime de rentes du Québec les taux de retraite du modèle de demande du Système de projection des professions au Canada (SPPC) du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada (RHDC).

La demande de remplacement

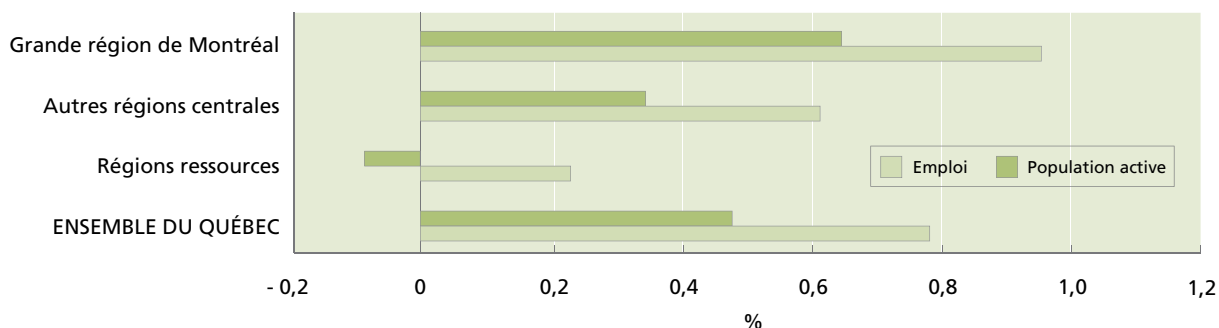
déjà présentes sur le marché du travail obtiennent les postes laissés vacants. Elle a toutefois des conséquences sur la demande de main-d'œuvre dans plusieurs métiers, notamment les métiers moins qualifiés – par exemple, les emplois de caissière ou caissier ou de commis-vendeuse ou commis-vendeur dans la vente au détail, ou encore, ceux de serveuse ou serveur, ou de manœuvre – qui sont souvent des portes d'entrée sur le marché du travail. La demande de main-d'œuvre y est généralement assez soutenue en raison d'un fort roulement de personnel.

Le marché du travail dans les régions

L'évolution démographique prévue selon les régions¹² sera un élément déterminant des tendances du marché du travail régional. Alors que la population de 15 ans ou plus progressera en moyenne de 0,6 % par année dans l'ensemble du Québec entre 2010 et 2020, sa progression atteindra 0,8 % dans la grande région montréalaise¹³, qui sera la principale bénéficiaire de l'apport de l'immigration internationale. La croissance annuelle de la population sera plus modeste dans les autres régions centrales¹⁴, soit de 0,5 % par année. Dans les régions ressources¹⁵, non seulement la population de 15 ans ou plus n'augmentera-t-elle pas, mais elle devrait commencer à décliner en 2014.

Le dynamisme démographique plus marqué de la grande région de Montréal se traduira par une croissance plus élevée, sur ce territoire, de la population active (0,6 % par année) et de l'emploi (1 %). Les autres régions centrales verront leur population active augmenter en moyenne de 0,3 % et leur emploi, de 0,6 %. Quant aux régions ressources, en raison du déclin démographique, l'augmentation prévue de leur population active au cours des premières années sera effacée par la suite, ce qui se traduira par une légère contraction de leur population active pour l'ensemble de la période. L'emploi y sera toutefois en modeste hausse (0,2 % par année).

Graphique 5.1
Croissance annuelle moyenne de la population active et de l'emploi au Québec et dans les régions de 2010 à 2020



Source : estimations d'Emploi-Québec.

La grande région de Montréal, où habite 59 % de la population québécoise de 15 ans ou plus, verra sa population active et son emploi augmenter respectivement de 174 000 personnes et de 239 000 postes d'ici 2020, ce qui représente 84 % de la croissance totale de la population active québécoise et 76 % de celle de l'emploi. Les autres régions centrales, où vit 25 % de la population, obtiendront 18 % de la nouvelle population active (38 000 personnes) et 21 % des nouveaux emplois (65 000 emplois). Quant aux régions ressources, qui comptent 13 % de la population, un gain de 11 000 emplois leur réserve 4 % de la croissance prévue au Québec.

¹² Comme pour l'ensemble du Québec, les prévisions concernant la population de 15 ans ou plus dans les régions ont été établies en appliquant aux estimations de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada pour 2010 les pourcentages de variation annuelle du dernier scénario démographique de référence de l'ISQ.

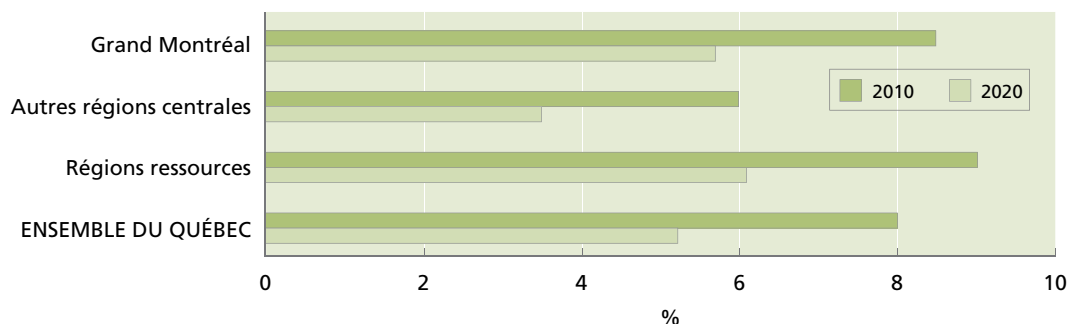
¹³ Cette région comprend les régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides, lesquelles sont toutes comprises, en tout ou en partie, dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

¹⁴ Les autres régions centrales sont celles de la Capitale-Nationale, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais.

¹⁵ Les régions ressources sont les régions administratives de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Le marché du travail dans les régions

Graphique 5.2
Taux de chômage québécois et régional en 2010 et 2020



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2020.

Si l'on observe des différences importantes entre les régions quant au rythme de croissance de la population active et de l'emploi, toutes connaîtront un recul important du chômage. Les régions centrales autres que Montréal, qui ont connu, en 2010, le plus faible taux de chômage, à 6 %, devraient voir celui-ci continuer de diminuer à mesure que le retrait des bébé-boumeurs et des bébé-boumeuses du marché du travail rendra plus rare la main-d'œuvre potentielle. Selon les prévisions, le taux de chômage n'y sera plus que de 3,5 % en 2020. La grande région de Montréal, dont le taux de chômage, à 8,5 %, était supérieur à la moyenne québécoise, verra celui-ci reculer à 5,7 %. Ce territoire compte une proportion importante de population immigrante. Or, cette population a plus de difficulté à accéder à un emploi, selon les données de l'Enquête sur la population active portant sur les personnes immigrantes. Enfin, les régions ressources, dont le taux de chômage s'élevait à 9 % en 2010, connaîtront un repli de ce taux, qui s'établira à 6,1 %.

L'offre de main-d'œuvre

Au cours des dix prochaines années, le marché du travail québécois aura besoin de 316 000 personnes pour répondre à la croissance de l'emploi. Il aura également besoin de plus d'un million de personnes pour prendre la relève de celles qui prendront leur retraite. Au total, environ 1,4 million de personnes devront entrer ou retourner sur le marché du travail pour répondre aux besoins de celui-ci, ce qui correspond à plus du tiers des personnes qu'on y dénombrait en 2010. Qui occupera les postes à pourvoir?

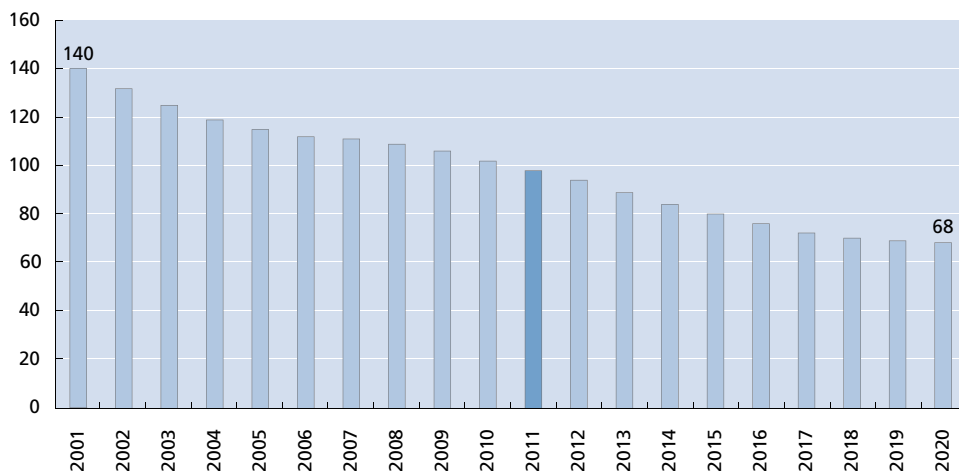
Les départs à la retraite qui ne sont pas remplacés sont-ils pris en compte?

On entend souvent dire que les besoins de main-d'œuvre ne seront pas aussi grands que prévu parce que les personnes qui quittent leur emploi ne sont pas toutes remplacées. Il faut garder à l'esprit que chaque année, parmi les quelque 4 millions d'emplois dénombrés au Québec, des centaines de milliers se créent pendant que des centaines de milliers d'autres disparaissent. Pendant que des postes disparaîtront chez des employeurs, dont certains à la suite de départs à la retraite, d'autres seront créés ailleurs. La création de 316 000 postes au cours des dix prochaines années correspond à la différence entre l'ensemble des postes qui seront créés et ceux qui sont appelés à disparaître.

Les jeunes

Au début des années 2000, pour 100 personnes de 60 à 64 ans qui en étaient à leur dernier tour de piste dans le monde du travail, le Québec pouvait compter sur 140 jeunes de 15 à 19 ans qui y faisaient leurs premières armes. En 2011, cette proportion commence à s'inverser, et à la fin de la décennie, on ne comptera plus que deux jeunes pour trois personnes de 60 à 64 ans.

Graphique 6.1
Population de 15 à 19 ans pour 100 personnes de 60 à 64 ans de 2001 à 2020



Sources : Statistique Canada, Statistiques démographiques; ISQ, *Perspectives démographiques 2006-2056*.

Les jeunes ne pourront répondre seuls aux besoins de main-d'œuvre d'ici 2020. Ce sont néanmoins eux qui apporteront la contribution la plus importante à l'offre de main-d'œuvre pour pourvoir les postes qui se libéreront et ceux qui seront créés. Plus de 800 000 jeunes de moins de 15 ans en 2010 seront âgés de 15 à 24 ans dix ans plus

tard, et une proportion importante de ces jeunes obtiendront leur premier emploi. Quant à ceux qui étaient âgés de 15 à 24 ans en 2010, ils auront achevé en 2020 la transition entre leurs études et leur intégration définitive au marché du travail. Leur arrivée permettra de pourvoir près de 730 000 postes, ce qui répondra à un peu plus de la moitié de la demande future de main-d'œuvre.

Les personnes immigrantes

Dans son plus récent scénario démographique de référence, l'ISQ a retenu l'hypothèse d'une immigration nette de 30 000 personnes par année, ce qui correspond à l'immigration internationale et interprovinciale de laquelle on retranche l'émigration internationale et interprovinciale. En dix ans, l'immigration nette sera donc de 300 000 personnes, dont plus de 90 % seront des adultes, âgés de moins de 45 ans pour la grande majorité d'entre eux. Ces futures personnes immigrantes se trouvent ainsi en général dans les groupes d'âge où la participation au marché du travail est la plus élevée. L'immigration devrait accroître la population active de plus de 225 000 personnes, ce qui permettra de pourvoir 17 % des postes.

La hausse du taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans

Au Québec, le taux de participation au marché du travail chez les personnes de 15 à 64 ans est déjà parmi les plus élevés sur la planète, puisqu'il a atteint 77,3 % en 2010. Néanmoins, en raison, d'une part, du rehaussement continu du niveau de scolarité des personnes en âge de travailler et, d'autre part, de la baisse prévue du chômage, qui réduira le découragement chez les chercheurs et chercheuses d'emploi, ce taux d'activité devrait atteindre 80 % à la fin de la décennie. Cette participation plus intensive se traduira par l'apport de 180 000 personnes de plus sur le marché du travail, ce qui permettra de doter 13 % des postes à pourvoir.

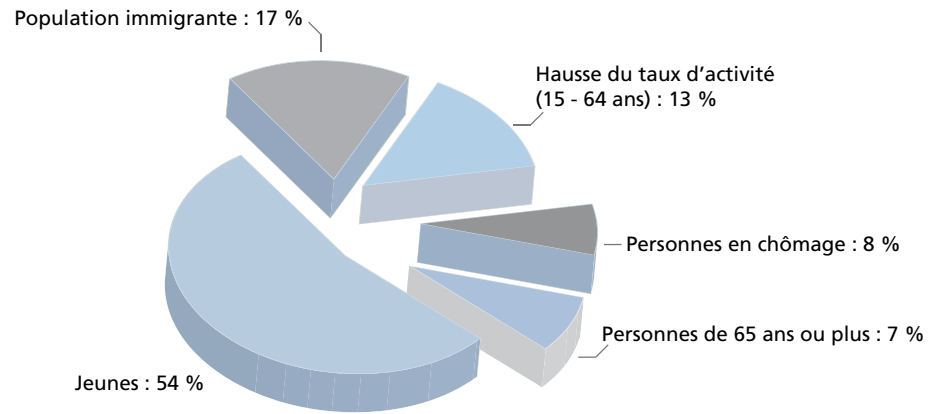
Les personnes de 65 ans ou plus

Les personnes de 65 ans ou plus, très peu présentes sur le marché du travail au tournant des années 2000, ont profité d'occasions plus nombreuses à mesure que le chômage reculait. La population active de ce groupe d'âge a plus que triplé en dix ans, pour atteindre 98 000. Leur taux d'activité, qui est passé de 3,3 % à 8,7 % depuis 2000, va continuer de progresser pour s'élever à 12,3 % en 2020. En outre, l'effectif de cette population sera dopé par l'arrivée dans ses rangs des premiers bébé-boumeurs à partir de 2011. L'effet combiné d'un taux d'activité plus élevé et d'une population qui croît rapidement amènera près de 100 000 personnes supplémentaires sur le marché du travail. Ces personnes répondront à 7 % des besoins futurs de main-d'œuvre.

Les personnes en chômage

Le Québec comptait 339 000 personnes à la recherche active d'un emploi en 2010. Il s'agit d'un important bassin de main-d'œuvre, dont près de la moitié détenait un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires (32 %), ou un diplôme universitaire (14 %). Près de 108 000 postes seront dotés à même la résorption du chômage, ce qui répondra à 8 % des besoins.

Graphique 6.2
Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2011 à 2020



Source : estimations d'Emploi-Québec.

Tableau 1
Le marché du travail au Québec de 2008 à 2020

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population	6 361,7	6 434,5	6 507,2	6 567,5	6 621,4	6 668,0	6 709,5	6 749,7
Var. (000)	69,1	72,8	72,7	60,3	53,9	46,6	41,5	40,2
Var. (%)	1,1	1,1	1,1	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6
Population active	4 182,9	4 204,0	4 253,6	4 304,7	4 342,0	4 374,5	4 401,4	4 422,6
Var. (000)	49,8	21,1	49,6	51,1	37,3	32,5	26,9	21,2
Var. (%)	1,2	0,5	1,2	1,2	0,9	0,7	0,6	0,5
Emploi	3 880,4	3 848,4	3 915,1	3 970,7	4 018,7	4 066,7	4 103,9	4 135,9
Var. (000)	46,3	- 32,0	66,7	55,6	48,0	48,0	37,2	32,0
Var. (%)	1,2	- 0,8	1,7	1,4	1,2	1,2	0,9	0,8
Chômage	302,5	355,6	338,5	334,0	323,3	307,8	297,5	286,7
Var. (000)	3,5	53,1	- 17,1	- 4,5	- 10,7	- 15,5	- 10,3	- 10,8
Var. (%)	1,2	17,6	- 4,8	- 1,3	- 3,2	- 4,8	- 3,3	- 3,6
Taux d'activité	65,8	65,3	65,4	65,5	65,6	65,6	65,6	65,5
Var. (points de %)	0,1	- 0,5	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	- 0,1
Taux de chômage	7,2	8,5	8,0	7,8	7,4	7,0	6,8	6,5
Var. (points de %)	0,0	1,3	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 0,4	- 0,2	- 0,3
Taux d'emploi	61,0	59,8	60,2	60,5	60,7	61,0	61,2	61,3
Var. (points de %)	0,1	- 1,2	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1

Var. : variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

Date : 14 juillet 2011.

Tableau 1

2016	2017	2018	2019	2020
6784,6	6818,5	6850,9	6883,5	6915,8
34,9	33,9	32,4	32,6	32,3
0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
4437,1	4447,6	4454,8	4459,2	4461,5
14,5	10,5	7,2	4,4	2,3
0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
4161,9	4182,9	4202,1	4217,6	4230,6
26,0	21,0	19,2	15,5	13,0
0,6	0,5	0,5	0,4	0,3
275,2	264,7	252,7	241,6	230,9
- 11,5	- 10,5	- 12,0	- 11,1	- 10,7
- 4,0	- 3,8	- 4,5	- 4,4	- 4,4
65,4	65,2	65,0	64,8	64,5
- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3
6,2	6,0	5,7	5,4	5,2
- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,2
61,3	61,3	61,3	61,3	61,2
0,0	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1

Tableau 2
Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2008 à 2020

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population	5 311,5	5 345,9	5 376,9	5396,6	5405,8	5409,5	5406,8	5403,2
Var. (000)	33,8	34,4	31,0	19,7	9,2	3,7	- 2,7	- 3,6
Var. (%)	0,6	0,6	0,6	0,4	0,2	0,1	0,0	- 0,1
Population active	4 107,5	4 120,8	4 155,4	4 195,9	4 222,6	4 243,8	4 259,8	4 272,7
Var. (000)	41,5	13,3	34,6	40,5	26,7	21,2	16,0	12,9
Var. (%)	1,0	0,3	0,8	1,0	0,6	0,5	0,4	0,3
Emploi	3 808,1	3 769,5	3 822,4	3 867,8	3 905,5	3 942,4	3 969,0	3 992,8
Var. (000)	38,5	- 38,6	52,9	45,4	37,6	36,9	26,6	23,8
Var. (%)	1,0	- 1,0	1,4	1,2	1,0	0,9	0,7	0,6
Chômage	299,4	351,2	333,0	328,1	317,1	301,4	290,8	279,9
Var. (000)	3,0	51,8	- 18,2	- 4,9	- 10,9	- 15,7	- 10,6	- 10,9
Var. (%)	1,0	17,3	- 5,2	- 1,5	- 3,3	- 5,0	- 3,5	- 3,7
Taux d'activité	77,3	77,1	77,3	77,8	78,1	78,5	78,8	79,1
Var. (points de %)	0,3	- 0,2	0,2	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3
Taux de chômage	7,3	8,5	8,0	7,8	7,5	7,1	6,8	6,6
Var. (points de %)	0,0	1,2	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,3
Taux d'emploi	71,7	70,5	71,1	71,7	72,2	72,9	73,4	73,9
Var. (points de %)	0,3	- 1,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5

Var. : variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

Date : 14 juillet 2011.

Tableau 2

2016	2017	2018	2019	2020
5393,5	5383,5	5370,3	5353,4	5333,6
- 9,7	- 10,0	- 13,2	- 16,9	- 19,8
- 0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,4
4 277,7	4 280,3	4 279,3	4 274,4	4 267,1
5,0	2,6	- 1,0	- 4,9	- 7,3
0,1	0,1	0,0	- 0,1	- 0,2
4 009,4	4 022,6	4 033,6	4 039,8	4 043,2
16,6	13,1	11,0	6,2	3,4
0,4	0,3	0,3	0,2	0,1
268,3	257,7	245,7	234,6	223,9
- 11,6	- 10,5	- 12,0	- 11,1	- 10,7
- 4,1	- 3,9	- 4,7	- 4,5	- 4,6
79,3	79,5	79,7	79,8	80,0
0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
6,3	6,0	5,7	5,5	5,2
- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,2
74,3	74,7	75,1	75,5	75,8
0,4	0,4	0,4	0,4	0,3

Tableaux

Tableau 3
L'emploi par secteur d'activité de 2008 à 2020

en milliers (000)	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur de la production de biens	888,7	865,2	848,4	852,7	855,8	859,8
Var. (000)	16,3	- 23,5	- 16,8	4,3	3,1	4,0
Var. (%)	1,9	- 2,6	- 1,9	0,5	0,4	0,5
Construction	217,3	209,8	230,7	234,5	235,0	234,7
Var. (000)	21,8	- 7,5	20,9	3,8	0,5	- 0,3
Var. (%)	11,2	- 3,5	10,0	1,6	0,2	- 0,1
Fabrication	543,7	533,3	500,7	501,4	503,6	506,2
Var. (000)	0,4	- 10,4	- 32,6	0,7	2,2	2,6
Var. (%)	0,1	- 1,9	- 6,1	0,1	0,4	0,5
Autres industries productrices de biens	127,7	122,1	117,0	116,8	117,2	118,9
Var. (000)	- 5,9	- 5,6	- 5,1	- 0,2	0,4	1,7
Var. (%)	- 4,4	- 4,4	- 4,2	- 0,2	0,3	1,5
Secteur des services	2 991,8	2 983,1	3 066,7	3 118,0	3 162,9	3 206,9
Var. (000)	12,5	- 8,7	83,6	51,3	44,9	44,0
Var. (%)	0,4	- 0,3	2,8	1,7	1,4	1,4
Commerce	629,7	630,6	637,6	645,5	652,7	662,4
Var. (000)	- 16,3	0,9	7,0	7,9	7,2	9,7
Var. (%)	- 2,5	0,1	1,1	1,2	1,1	1,5
Services d'enseignement	255,4	257,0	257,8	260,0	262,1	263,1
Var. (000)	- 3,9	1,6	0,8	2,2	2,1	1,0
Var. (%)	- 1,5	0,6	0,3	0,9	0,8	0,4
Soins de santé et assistance sociale	469,1	481,6	506,0	518,9	527,1	534,8
Var. (000)	13,9	12,5	24,4	12,9	8,2	7,7
Var. (%)	3,1	2,7	5,1	2,5	1,6	1,5
Administrations publiques	228,0	224,4	238,9	240,3	242,4	242,9
Var. (000)	8,2	- 3,6	14,5	1,4	2,1	0,5
Var. (%)	3,7	- 1,6	6,5	0,6	0,9	0,2
Autres industries de services	1 409,6	1 389,5	1 426,4	1 453,3	1 478,6	1 503,7
Var. (000)	10,6	- 20,1	36,9	26,9	25,3	25,1
Var. (%)	0,8	- 1,4	2,7	1,9	1,7	1,7
Emploi total	3 880,5	3 848,3	3 915,1	3 970,7	4 018,7	4 066,7
Var. (000)	28,8	- 32,2	66,8	55,6	48,0	48,0
Var. (%)	0,7	- 0,8	1,7	1,4	1,2	1,2

Var. : variation.

Sources : Données historiques, STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2011 à 2020.

Date : 14 juillet 2011.

Tableau 3

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
863,5	866,7	868,4	865,8	861,4	861,6	858,1
3,7	3,2	1,7	- 2,6	- 4,3	0,2	- 3,4
0,4	0,4	0,2	- 0,3	- 0,5	0,0	- 0,4
237,3	240,4	242,4	240,8	237,6	239,7	238,3
2,6	3,1	2,0	- 1,6	- 3,2	2,1	- 1,4
1,1	1,3	0,8	- 0,7	- 1,3	0,9	- 0,6
507,0	507,1	506,6	505,8	504,7	502,7	501,1
0,8	0,1	- 0,5	- 0,8	- 1,1	- 2,0	- 1,6
0,2	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,3
119,2	119,2	119,3	119,1	119,1	119,2	118,7
0,3	0,0	0,1	- 0,2	0,0	0,0	- 0,5
0,3	0,0	0,1	- 0,2	0,0	0,0	- 0,4
3 240,4	3 269,2	3 293,5	3 317,1	3 340,7	3 356,0	3 372,5
33,5	28,8	24,3	23,6	23,6	15,2	16,5
1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5
671,0	678,0	680,7	687,8	693,1	693,1	696,2
8,6	7,0	2,7	7,1	5,3	0,0	3,1
1,3	1,0	0,4	1,0	0,8	0,0	0,5
263,9	263,7	265,7	267,0	267,0	267,3	268,9
0,8	- 0,2	2,0	1,3	0,0	0,2	1,6
0,3	- 0,1	0,7	0,5	0,0	0,1	0,6
541,6	547,8	553,3	558,7	562,6	567,8	572,2
6,8	6,2	5,5	5,4	3,9	5,3	4,3
1,3	1,1	1,0	1,0	0,7	0,9	0,8
242,8	241,9	241,1	242,5	243,0	240,6	237,9
- 0,1	- 0,9	- 0,8	1,4	0,4	- 2,3	- 2,8
0,0	- 0,4	- 0,3	0,6	0,2	- 1,0	- 1,1
1 521,1	1 537,8	1 552,8	1 561,1	1 575,1	1 587,2	1 597,4
17,4	16,7	15,0	8,3	14,0	12,1	10,2
1,2	1,1	1,0	0,5	0,9	0,8	0,6
4 103,9	4 135,9	4 161,9	4 182,9	4 202,1	4 217,6	4 230,6
37,2	32,0	26,0	21,0	19,3	15,4	13,1
0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3

Tableaux

Tableau 4.1

L'emploi selon les domaines de compétence	Emploi en 2010 (000)	Part de l'emploi total en 2010	Emploi en 2020 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	347	8,9 %	368	21	0,6 %
Affaires, finance et administration	720	18,4 %	769	48	0,7 %
Sciences naturelles et appliquées et profession apparentées	287	7,3 %	355	68	2,2 %
Secteur de la santé	262	6,7 %	291	29	1,1 %
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	382	9,8 %	447	65	1,6 %
Arts, culture, sports et loisirs	136	3,5 %	162	27	1,8 %
Vente et services	930	23,8 %	989	59	0,6 %
Métiers, transport et machinerie	555	14,2 %	574	19	0,3 %
Secteur primaire	78	2,0 %	76	-2	-0,3 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	217	5,5 %	199	-18	-0,9 %
Emploi total	3 915	100,0 %	4 231	316	0,8 %

Tableau 4.2

L'emploi selon les niveaux de compétence	Emploi en 2010 (000)	Part de l'emploi total en 2010	Emploi en 2020 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	347	8,9 %	368	21	0,6 %
Niveau A - Professionnel	724	18,5 %	847	123	1,6 %
Niveau B - Technique	1 204	30,8 %	1 312	108	0,9 %
Niveau B - Technique I*	522	13,3 %	620	98	1,7 %
Niveau B - Technique II**	682	17,4 %	692	9	0,1 %
Niveau C - Intermédiaire	1 159	29,6 %	1 203	44	0,4 %
Niveau D - Élémentaire	480	12,3 %	500	20	0,4 %
Emploi total	3 915	100,0 %	4 231	316	0,8 %

* Technique I correspond aux métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée.

** Technique II correspond aux métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Source : Estimations d'Emploi-Québec.

Tableaux 4.1, 4.2 et 5

Tableau 5

	Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec
2011	96 234
2012	98 543
2013	101 191
2014	105 191
2015	106 542
2016	107 950
2017	111 615
2018	113 534
2019	116 030
2020	117 010
Total	1 073 840

Source : RRQ, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009*.

Méthodologie

Emploi-Québec, agence rattachée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, fait chaque année des prévisions du marché du travail à moyen (cinq ans) et à long terme (dix ans).

Ces prévisions portent sur l'emploi par industrie et par profession, de même que sur la participation au marché du travail et sur le chômage. Elles se fondent sur les prévisions économiques à moyen et à long terme du Conference Board du Canada (CBoC), notamment celles qui touchent la consommation des ménages, les dépenses gouvernementales, les investissements privés et publics, les exportations et les importations, ainsi que l'évolution du taux de change.

C'est donc dire qu'Emploi-Québec ne fait pas de prévisions économiques, et que si la croissance économique constatée de 2011 à 2015 et 2011 à 2020 est différente de celle que prévoit le CBoC, l'évolution de l'emploi pourrait aussi différer de celle qu'entrevoit l'agence dans le présent document.

Pour la présente édition, le taux de croissance économique du Québec (croissance du produit intérieur brut [PIB]) prévu par le CBoC et utilisé aux fins des prévisions de l'emploi par Emploi-Québec est de 2,1 % par année en moyenne de 2011 à 2015 et de 1,4 % de 2016 à 2020.

Prévisions de l'évolution de l'emploi par industrie

La démarche d'Emploi-Québec s'appuie sur le plus récent scénario de prévision du CBoC. À l'aide d'un outil économétrique élaboré selon ses spécifications par le CBoC et se basant en particulier sur la matrice d'entrées-sorties pour le Québec de Statistique Canada, l'agence, fait d'abord une répartition par industrie, pour chacune des années 2011 à 2020, du volume de production prévu par le CBoC pour le Québec.

Par la suite, Emploi-Québec estime la productivité du travail par industrie pour chacune des années 2011 à 2020, à partir de la tendance observée par le passé. Pour les perspectives à moyen terme (sur cinq ans), elle fait une estimation de la productivité dans trente-trois industries, alors que pour les perspectives à long terme (sur dix ans), l'estimation porte sur huit industries ou regroupements d'industries.

l'agence estime en dernier lieu l'emploi par industrie pour chacune des années 2011 à 2020 en divisant le volume de production prévu de chaque industrie par la productivité projetée de chacune. L'emploi total pour chaque année, de 2011 à 2020, correspond à la somme de l'emploi annuel dans chacune des industries.

Prévisions des autres caractéristiques du marché du travail

Emploi-Québec calcule la population en âge de travailler pour la période de prévision en appliquant à la population des groupes d'âge de l'année de référence, selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, les taux de croissance estimés à partir du plus récent scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Ce calcul est fait pour chaque année de la période.

Elle estime le taux d'activité de chacune de ces années en se basant sur l'évolution passée de ce taux au Québec selon les groupes d'âge et en tenant compte de l'évolution du taux d'activité au Canada, en Ontario et dans les pays développés.

On obtient les autres caractéristiques par identité : le taux d'emploi correspond au nombre d'emplois divisé par le nombre de personnes en âge de travailler; on obtient la population active en multipliant le nombre de personnes en âge de travailler par le taux d'activité; le chômage correspond à la population active moins le nombre de personnes en emploi; on obtient enfin le taux de chômage en divisant le nombre de chômeuses et chômeurs par la population active.

Les prévisions par région

On calcule l'emploi par industrie et par région, pour la période de prévision, à partir de l'historique des parts de l'emploi de chaque région par rapport à l'ensemble du Québec. Pour plusieurs industries, les prévisions d'emploi par région sont ajustées en fonction de l'évolution démographique prévue dans chaque région.

Comme l'estimation de la population en âge de travailler par région, pour la période de prévision, est effectuée à partir du scénario démographique de l'ISQ, le taux d'emploi par région est calculé par identité. Emploi-Québec calcule le taux d'activité par région pour la période de prévision à partir : 1) de l'écart observé dans le passé entre le taux d'activité de la région et le taux d'activité du Québec; 2) de l'évolution prévue de l'écart entre le taux d'emploi de la région et celui du Québec. Les autres caractéristiques du marché du travail régional (population active, chômage et taux de chômage) sont ensuite obtenues par identité.

Les perspectives à moyen terme (sur cinq ans), sont établies pour seize régions administratives (la Côte-Nord et le Nord-du-Québec sont réunies dans ce cas) et pour les deux grandes régions métropolitaines de recensement, celles de Montréal et de Québec. Les perspectives à long terme (sur dix ans) se font selon les trois regroupements suivants : la grande région de Montréal, les autres régions centrales et les régions ressources.

Prévisions de l'évolution de l'emploi par profession

Les perspectives d'emploi selon les industries servent ensuite à établir les perspectives d'emploi selon les métiers et professions.

Celles-ci, appelées « perspectives professionnelles », se font seulement pour le moyen terme (sur cinq ans). Elles portent sur près de cinq cents métiers et professions, répartis en cinq niveaux de compétences et dix domaines de compétence, tels que les définit la Classification nationale des professions établie par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada. Même si les perspectives à long terme (sur dix ans) ne rassemblent pas toutes les professions, Emploi-Québec publie l'évolution prévue de l'emploi au Québec selon les niveaux de compétences et les domaines de compétence.

Emploi-Québec présente ses perspectives de l'emploi par profession sur une période de moyen terme (cinq ans) en établissant un diagnostic pour chaque profession, c'est-à-dire que la perspective d'emploi est soit :

- restreinte;
- acceptable;
- favorable.

Pour arriver à poser un des trois diagnostics sur chaque profession, Emploi-Québec commence par répartir l'emploi prévu par industrie, pour chacune des années de prévision, entre les diverses professions de chaque industrie. On parle donc ici de la

demande d'emplois associée à l'expansion économique. Cela se fait à l'aide d'une matrice dynamique mesurant la part relative des diverses professions dans chaque industrie. Par la suite, l'agence estime la demande d'emplois que nécessite le remplacement des personnes qui quittent la profession (pour en exercer une autre ou parce qu'elles se retirent du marché du travail). On obtient cette demande en mesurant les retraits nets de chaque profession selon l'âge, au cours des années de prévision, à partir des données de l'EPA. Pour estimer la demande totale par profession, on additionne la demande provenant de la variation prévue du nombre d'emplois (demande associée à l'expansion économique) et la demande résultant du remplacement des personnes qui quitteront la profession.

Une fois la demande d'emplois estimée, Emploi-Québec procède à une estimation de l'offre de main-d'œuvre. Pour ce faire, elle calcule, pour l'année de référence (la dernière année pour laquelle les données annuelles sont disponibles), le taux de chômage de chaque profession, à l'aide des données de l'EPA et de celles du plus récent recensement.

Enfin, Emploi-Québec met en parallèle, pour chaque profession, la demande de main-d'œuvre future (qu'elle estime nulle ou négative, faible, modérée ou élevée, en fonction du ratio demande de main-d'œuvre de la profession/niveau d'emploi de la profession), avec l'offre de main-d'œuvre (qu'elle estime faible, modérée ou élevée).

Si l'estimation qualitative de la demande future de main-d'œuvre est supérieure à celle de l'offre de main-d'œuvre de l'année de référence, les perspectives d'emploi pour la profession reçoivent le diagnostic « favorables »; si elle est identique, les perspectives sont jugées « acceptables »; et si elle est inférieure, les perspectives sont « restreintes ». Les perspectives d'emploi par profession (perspectives professionnelles) sont établies pour le Québec, pour les seize régions économiques qui le composent et pour les régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Québec.

Références

CONFERENCE BOARD DU CANADA, *Prévisions à long terme*, hiver 2011, compilation spéciale.

EMPLOI-QUÉBEC, *Le marché du travail et l'emploi par industrie au Québec 2011-2015*, Emploi-Québec, juin 2011, 47 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2056*, édition 2009.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *OECD StatExtracts*, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=LFS_D.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009*.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA, *Classification nationale des professions 2006 – Description des professions*, Ottawa, 2006.

STATISTIQUE CANADA, *Enquête sur la population active*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA, *Guide de l'Enquête sur la population active 2009*, 76 pages.

STATISTIQUE CANADA, *Recensement 2006*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, SCIAN Canada 2007*, 2007, 829 pages.

On peut consulter *Le marché du travail au Québec - Perspectives à long terme 2011-2020* dans le site du **CETECH** et à **emploi.quebec.gouv.qc.ca**.

On y trouvera aussi d'autres publications sur le marché du travail, notamment les perspectives professionnelles pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions.

Pour toute information ou pour obtenir d'autres exemplaires de cette publication, prière de s'adresser à la Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail au 514 864-8234.

La reproduction totale ou partielle de cette publication est autorisée à condition d'en mentionner la source.



Imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation, certifié Éco-Logo, procédé sans chlore et fabriqué au Québec à partir d'énergie biogaz.

01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890
23456789012345678901
34567890123456789012
45678901234567890123
56789012345678901234
67890123456789012345
78901234567890123456
89012345678901234567
90123456789012345678
01234567890123456789
12345678901234567890

